

guerre froide dans laquelle nous sommes plongés.

Il est intéressant de relever qu'au récent congrès de fondation du Nouveau parti démocratique, une motion préconisait le retrait du Canada de l'OTAN. La motion n'a pas été adoptée, mais je ferai remarquer au comité que les mêmes éléments existent encore dans le parti et en constituent l'aile gauche, radicale et vociférante. Je me demande de qui ils sont les amis et qui ils encouragent, ceux qui préconisent une telle action. Ils n'appuient certainement pas l'Ouest.

Je parlerai brièvement de l'OTAN et du NORAD, la première qui est l'organisation de défense de l'Europe et la seconde l'organisation de défense de l'Amérique du Nord. Je le répète, jamais les Nations Unies n'ont dû s'affirmer autant que l'automne dernier. Si les Nations Unies étaient anéanties, sur quoi le monde pourrait-il s'appuyer pour régler les problèmes mondiaux dans la paix? En dépit de leur valeur indéniable, on s'est servi des Nations Unies comme d'un instrument de propagande politique. Les attaques sans précédent auxquelles l'Organisation a été en butte l'automne dernier montrent bien que le bloc soviétique veut l'anéantir.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a travaillé sans relâche pour le désarmement, tant à Genève qu'aux Nations Unies et en toutes circonstances. Comment pouvons-nous continuer à négocier de bonne foi lorsque des accords solennels ne comptent pas plus que de simples chiffons de papier? Malgré tout, le ministre a réitéré aujourd'hui le désir du Canada de négocier avec calme et sang-froid afin de trouver une solution utile à nos problèmes.

En 1945, cinquante-cinq nations ont signé la charte des Nations Unies. Comme on l'a dit plus tôt, notre premier ministre a assisté à cette réunion à San Francisco. Aujourd'hui, l'Organisation compte cent membres. Pour qu'elle survive et puisse servir l'humanité, il faudra y apporter des changements.

L'OTAN a pris naissance à la suite du coup d'État de 1948 en Tchécoslovaquie et a été inspirée par la crainte que la Russie veuille s'emparer de l'Europe. L'un des objectifs de l'OTAN n'a pas encore été atteint, celui de la compréhension sociale, politique et économique entre les États membres de l'OTAN.

Depuis qu'il occupe son poste, l'actuel secrétaire d'État aux Affaires extérieures a toujours affirmé et répété que le Canada s'oppose absolument aux essais nucléaires.

Après trois ans d'attente, la Russie reprend soudainement les essais nucléaires. Pourquoi? Pour créer une atmosphère de peur. La peur est probablement l'arme psychologique la plus puissante dont se sert la Russie et son opportunisme a été excellent. Si nous ne pouvons

plus nous entendre au sujet des essais nucléaires, comment pourrions-nous nous entendre sur le désarmement? Le premier ministre a donné l'exemple en invitant le Canada et le monde entier à éviter l'hystérie, à demeurer calmes, à chercher à comprendre les lourdes conséquences, les menaces adressées à Berlin et à l'Allemagne, à nous montrer raisonnables mais fermes. Le retrait améliorerait-il nos positions? L'expérience et l'histoire répondent «non». Cela ne servirait qu'à montrer au monde que notre engagement à protéger les droits, engagement que les États-Unis, le Royaume-Uni et l'URSS ont pris en 1945 et réitéré à la cessation du blocus de Berlin en mai 1949, que ces garanties ne valaient rien et que nous n'étions pas prêts à les respecter. Les Canadiens devraient songer à nos engagements solennels et aux désastreux résultats qu'entraînerait leur répudiation.

J'ai suivi avec un vif intérêt le discours relatif à l'Amérique du Sud. Le vent tourne. Le monde envie les progrès du Canada, des Amériques et de l'Occident. Chose étrange, cependant, certains gouvernements semblent parfois ne pas comprendre que c'est grâce à la liberté accordée à l'individu par la démocratie, à l'aptitude du particulier à jouir des fruits de son travail, que le Canada et les Amériques ont pu atteindre ce niveau de vie si élevé en moins de trois siècles. Je pense que c'est fondamental. Il faut qu'individuellement l'homme soit libre, et quand il l'est il peut bénéficier des fruits de son travail sans être molesté par les gouvernements.

J'aimerais maintenant dire un mot de l'aide aux pays étrangers et d'autres aspects des affaires extérieures. Pour ce qui est de l'aide aux pays étrangers, les Canadiens en général approuvent nos programmes. Cependant, je suis d'avis qu'un nombre grandissant de nos compatriotes commencent à mettre en doute l'efficacité de ces programmes. Les Canadiens sont généreux. Ils considèrent l'aide aux pays étrangers comme un problème chrétien, mais ils commencent à se demander à quoi correspondent, dans le concret, les dollars que nous envoyons à l'étranger. Ils ne croient pas en un Plan de Colombo appelé à se perpétuer indéfiniment. J'ai toujours cru qu'il fallait augmenter l'aide destinée à l'éducation, et c'est ce que j'ai toujours préconisé. Quelle est la meilleure façon d'y arriver? A mon avis, il vaut mieux dispenser l'enseignement technique dans les pays mêmes qui bénéficient de notre aide; mais peut-être est-il plus avantageux de dispenser les autres sortes d'enseignement en faisant venir au Canada les étudiants intéressés de ces pays. Je fais ici une affirmation très générale, mais je n'en reste pas moins convaincu que c'est la méthode la plus efficace, et j'espère qu'il sera possible